

2013 Temmuz'unda 9. yayın yılında
100. sayısını yayınlıyoruz

Aujourd'hui la Turquie, şimdiye kadar olduğu gibi bundan böyle de Türk-Fransız ilişkilerinin kültürel, ekonomik ve politik odak noktalarından biri olmaya devam edecek.

Aujourd'hui la Turquie 100. sayısını kutlama çalışmaları çerçevesinde gelenekselleşecek iki önemli etkinlik hazırlıyor

Institut Aujourd'hui la Turquie

Le Festival de Jazz d'Aujourd'hui la Turquie

Bu kültürel, ekonomik ve politik iki çalışmanın içerisinde yer almak isteyen kişi, kurum ve kuruluşlar alaturquie@gmail.com adresine başvurabilir.

En juillet 2013 paraîtra le 100^{ème} numéro d'Aujourd'hui la Turquie, qui fêtera sa 9^{ème} année d'édition

Tout comme jusqu'à présent, Aujourd'hui la Turquie s'évertuera à demeurer l'une des plateformes de convergence de l'expression culturelle, économique et politique des relations franco-turques.

C'est ainsi qu'Aujourd'hui la Turquie conçoit, dans le cadre des festivités pour son 100^{ème} numéro, deux importants projets

Institut Aujourd'hui la Turquie

Le Festival de Jazz d'Aujourd'hui la Turquie

Toute personne, établissement désireux de participer à ces deux projets culturels, économiques et politiques, peut en effectuer la demande par courriel : alaturquie@gmail.com



Après l'Institut du Monde Arabe, le Louvre célèbre les arts de l'islam

(lire la suite page 9)

Regards croisés sur la crise syrienne

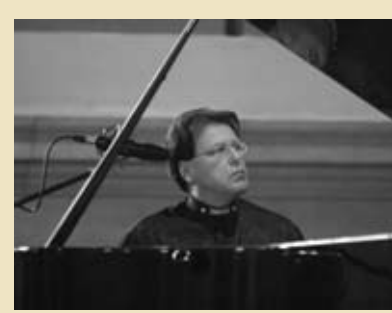
(lire la suite page 2)



Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



L'Orchestra'Sion et Andrei Gavrilov ouvrent la nouvelle saison culturelle du Lycée NDS

(lire la suite page 9)

8 TL - 3,50 euros

www.aujourdhuiturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 90, Septembre 2012

La durée de détention sans jugement en Turquie pointée par la Cour européenne des Droits de l'Homme

Işıl Karakaş a fait de longues études de droit avant d'obtenir une place prestigieuse au sein de la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH), comme juge. Cette jeune femme brillante, profondément humaniste et parfaitement francophone, nous reçoit dans sa résidence d'été à Bodrum pour nous parler de sa mission, mais également des requêtes portées par les Turcs devant la Cour. Portrait d'une passionnée des droits de l'Homme qui vit désormais à Strasbourg et qui se dit avant tout objective.



Mireille Sadège

Işıl Karakaş

Pouvez-vous nous parler de votre parcours ?

J'ai fait mes études au lycée de Galatasaray, de 1970 à 1978. Puis j'ai étudié quatre ans à Sciences Po suivis de 4 ans de droit. J'ai ensuite fait deux masters de droit public, l'un à l'Université d'Istanbul et l'autre à Nancy II. Au début, je m'orientais vers le droit européen, mais je me suis tournée vers les questions des droits de l'Homme, même en ayant un doctorat en droit public.

Vous avez d'abord fait Sciences Politiques. Comment le droit est-il devenu un choix ?

Je peux le dire maintenant, le droit n'était pas mon premier choix. Lorsque j'étais assistante en droit international public à l'Université d'Istanbul, c'est l'ancien recteur de la faculté d'Istanbul M. Duygun Yersuvat, qui m'a conseillé de faire des études de droit pour continuer en droit international public. Ces conseils ont joué un grand

rôle : le diplôme de droit étant essentiel pour devenir juge.

J'ai terminé mes études de droit en 5 ans, puis j'ai été assistante à Istanbul où j'ai enseigné le droit plusieurs années. J'ai ensuite changé d'université pour Galatasaray qui est une excellente institution. J'y ai dirigé le Centre européen de documentation puis je suis devenue directrice du département de droit international public. J'aurais pu devenir « doyenne » si je n'avais pas été élue juge de la Turquie en 2008 au sein de la CEDH. Alors, j'ai demandé directement ma retraite pour libérer mon poste.

Comment se déroule la candidature au poste de juge au sein de la CEDH ?

Le pays présente une liste de trois candidats. La première liste a été rejetée car il n'y avait pas de femme. Il faut savoir que c'était une recommandation et maintenant une obligation d'en présenter au moins une.

(lire la suite page 5)



Dr. Hüseyin Latif

Directeur de la publication

Un journaliste de première classe

Il était l'élève le plus brillant de son école à la fin des années 70, ainsi il a terminé major de sa promotion à la Faculté de Communication de l'Université d'Égée.

(lire la suite page 5)

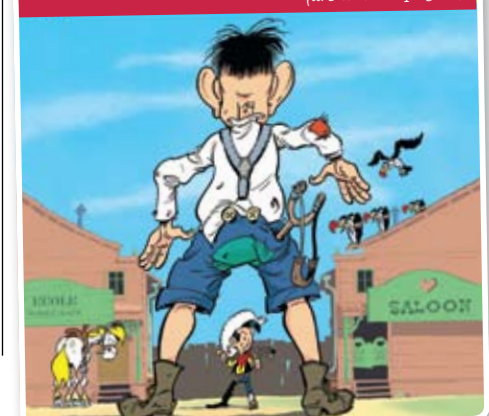
Retour sur....

La classe moyenne occidentale en tourmente, l'édito de Mireille Sadège P. 2

La question kurde, une tribune de Haydar Çakmak P. 6

Ubifrance : les nouvelles ambitions d'Eric Fajole pour le bureau turc, interview P. 7

L'APPRENTI COWBOY
(lire la suite page 9)



Regards croisés sur la crise syrienne

Actuellement, la crise syrienne bloque le débat au sein de la communauté internationale. Aujourd'hui la Turquie a interrogé trois experts de nationalités différentes afin de nous éclairer sur la question : *Ilter Turan*, professeur à l'Université de Bilgi à Istanbul ; *Francesc Serra*, professeur de Relations Internationales à l'Université Autonome de Barcelone, chercheur à l'Observatoire de la Politique Étrangère Européenne et *Fabrice Balanche*, Maître de conférence à l'Université Lyon 2 et membre du Groupe de Recherches et d'Études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient à la Maison de l'Orient.



Qu'est-ce qui distingue la crise syrienne de la crise libyenne ?

Fabrice Balanche :

Les situations en Libye et en Syrie sont complètement différentes.

Sur le plan international, la Russie et la Chine se sont abstenus au Conseil de Sécurité de l'ONU, ce qui a permis l'adoption d'une résolution permettant à l'OTAN d'intervenir en Libye. Mais, la Russie et la Chine se sont senties flouées par l'attitude de l'OTAN et ont décidé désormais de ne plus « se laisser avoir » quelles que soient les circonstances. Le blocage diplomatique sur la Syrie est total, il est la conséquence de l'affaire libyenne. Une intervention militaire de l'OTAN provoquerait une grave crise internationale, sans doute la paralysie complète de l'ONU pendant des années. La Syrie n'est pas aussi isolée que ne l'était la Libye de Kadhafi. Elle appartient à l'axe pro-iranien qui va du Hezbollah libanais à l'Iran en passant par un Irak sous influence iranienne depuis le départ des États-Unis. La Russie s'appuie sur cet axe pro-iranien au Moyen-Orient. Quant à la Chine, alliée de la Russie à travers la conférence de Shanghaï, elle ne peut que soutenir les positions russes. Kadhafi était unanimement considéré comme un dictateur sanguinaire, mégalomane et financeur du terrorisme international. Bachar el Assad, quant à lui, bénéficiait d'une meilleure image. Son régime s'appuie en priorité sur la communauté alaouite qui contrôle l'armée et les puissants services de renseignement. L'armée n'a donc pas éclaté comme en Libye dès le début du conflit. Elle demeure puissante et pourrait causer des dégâts importants. Les alaouites ont peur des islamistes sunnites, ce qui les pousse à faire corps avec la famille Assad. Autour de ce noyau dur, on trouve les autres minorités (chrétiens, druzes et ismaéliens) et les sunnites laïcs qui craignent également des islamistes sunnites. Nous n'avons pas ces clivages en Libye, société sunnite traditionnelle organisée sur un mode tribal. Enfin, la Syrie n'est pas riche en hydrocarbures comme la Libye. Elle présente donc beaucoup moins d'intérêt économique.

Francesc Serra :

On peut aussi remarquer plusieurs points communs entre les régimes kadhafiste et baasiste de Bachar el-Assad : une répression forte exercée par les forces gouvernementales, un manque flagrant d'unité et de cohésion parmi les insurgés, l'utilisation de forces paramilitaires par les régimes en place et même les supports effectifs apportés aux insurgés (venant des pays de l'Occident, de la Ligue Arabe, de forces et de groupuscules islamistes...).



Pensez-vous que nous assistons à une nouvelle guerre froide entre deux blocs, deux sphères d'influence, les États-Unis (et l'Union Européenne et la Turquie) contre la Russie (et la Chine) ?

Francesc Serra : Non. La Russie défend avant tout ses propres intérêts, en particulier en ce qui concerne sa base navale implantée à Tartous. Celle-ci garantissant à la Russie un accès à la mer Méditerranée. D'un autre côté, il est vrai que la Russie comme la Chine conservent ici leur position traditionnelle à propos de ce qu'ils pensent être un dangereux pas en avant de la « force diplomatique » occidentale. L'expansion de sa sphère d'influence par l'englobement d'un pays, en l'occurrence la Syrie, représenterait pour les pays de l'Ouest un intérêt géostratégique majeur dans la région. Pourtant, il ne s'agit pas ici d'un conflit d'idéologies comme pendant la Guerre Froide : la Libye comme la Syrie sont des descendantes du « socialisme arabe » de Nasser, traditionnellement relié à l'Union Soviétique ou à la Chine communiste, mais cela n'a pas empêché Kadhafi d'être abandonné par ses anciens alliés.

Ilter Turan :

Actuellement, la compétition entre Russie/Chine et les États-Unis semble s'intensifier. Mais je pense que ce serait une exagération de voir ce phénomène comme se développant en Guerre froide. Principalement parce que les intérêts de la Russie et de la Chine dans le système international sont différents. Par exemple, la prospérité économique chinoise est liée au commerce avec les États-Unis et l'Europe occiden-

tales. La Chine et la Russie sont donc concurrentes.

Fabrice Balanche : Nous sommes dans un affrontement entre deux blocs au niveau régional avec des relais mondiaux. L'axe pro-iranien contre l'axe anti-iranien (Turquie, Arabie Saoudite, Qatar). Les qualifier d'axes chiite et sunnite serait un peu réducteur. Mais il y a une certaine logique communautaire derrière ces axes : l'axe pro-iranien est constitué par des minoritaires qui craignent le sunnisme politique. Quant à l'axe anti-iranien, il est motivé par la défense de ses richesses pétrolière pour les pétromonarchies du Golfe, qui joue du sunnisme pour barrer la route à l'Iran dans le reste de la région. Les États-Unis sont les grands protecteurs de l'Arabie Saoudite depuis le pacte du Quincy en 1945. Leur présence dans le Golfe est un des piliers de leur puissance mondiale et il compte la défendre contre la Chine et la Russie. Cette dernière souhaite retrouver un rang de puissance mondiale après vingt ans de marginalisation géopolitique et d'humiliation. Elle a entrepris la reconquête de l'ancien espace soviétique dans le Caucase et l'Asie centrale, et renoue avec les anciens alliés stratégiques de l'URSS, telle la Syrie. L'alliance nouée avec la Chine se manifeste clairement sur le dossier syrien, car il n'est pas fondamental pour la Chine, mais il s'agit de soutenir l'allié russe contre les États-Unis qui tentent de limiter sa progression dans le Pacifique. Car du côté occidental, une stratégie de néo-endiguement géopolitique à l'égard de la Chine et de la Russie se met en place.

Quelle est la principale raison pour laquelle l'Union Européenne continue à ne pas interférer dans la région ?

Francesc Serra : En ce qui concerne l'Union Européenne, il est peu probable de voir se réaliser une action commune. Sur le plan militaire l'Europe est encore faible par son manque d'unité, donc toute action de l'Union européenne dans ce conflit afin d'aider à renforcer les positions insurgées, ne serait pour l'instant effectuée qu'à travers l'OTAN. Ou bien alors, il s'agirait d'actions individuelles de tel ou tel pays européen, indépendamment des autres pays et n'engageant en rien tous les autres pays membres.

Ilter Turan : Actuellement, les États européens ne sont pas en position d'interférer dans quoi que ce soit, parce qu'ils sont plus focalisés sur leurs problèmes économiques, et peut-être également car cela ne représente pas un enjeu majeur dans leur politique étrangère. Plutôt que de parler d'une position européenne, il me semble plus juste de parler des positions d'États comme l'Allemagne, le Royaume Uni, ou la France, de manière individuelle.

* Propos recueillis par Louise Bautista, Alexianne Lamy, Sinan Öncüoğlu

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

La classe moyenne occidentale en tourmente

La montée en puissance du chômage, combinée aux politiques d'austérité des États, fragilise un peu plus une classe moyenne occidentale déjà touchée par la mondialisation. Principale victime de la crise, non seulement elle s'appauvrit, mais elle doit encore payer pour les dérives spéculatives du système financier. Et tandis qu'en Chine, Brésil la classe moyenne prospère, la crise de 2008 révèle la disparition progressive de la classe moyenne occidentale.

Le XX^e siècle a été particulièrement propice au développement de cette classe, notamment dans l'après Seconde Guerre Mondiale, grâce à l'enseignement, les avancées technologiques et surtout le plein emploi. Mais depuis 30 ans nous assistons à une raréfaction du travail dans les pays occidentaux, due à la désindustrialisation puis la délocalisation des entreprises, ce qui a conduit à une stagnation des revenus de cette classe. L'essor dans les années 80 de la production basée sur la technologie informationnelle en réseau et la mondialisation ont conduit au développement du tertiaire - au détriment de l'industrie tout comme la valorisation du travail intellectuel et le dédain du travail manuel. Par ailleurs la prolongation de l'enseignement supérieur, devenu nécessaire pour accéder aux emplois gratifiants et par la même occasion d'intégrer ou de se maintenir dans la classe moyenne. Or, longues études et insertion professionnelle ne vont plus forcément ensemble. Ce qui conduit à l'apparition du « chômeur diplômé ».

Par ailleurs, les politiques ultralibérales adoptées ces dernières années conduisant à l'ouverture des marchés à la concurrence, sans un véritable système de la régulation des États, ont largement profité aux grandes groupes, tandis que le pouvoir d'achat de la classe moyenne n'a cessé de diminuer en raison de l'augmentation des prix à la consommation et de logement.

Depuis la crise de 2008, la classe moyenne constate l'injustice du système à deux vitesses : la privatisation des bénéfices et la nationalisation des pertes. Les manifestations, les votes de sanction pour changer les responsables politiques n'y font rien, car désormais, c'est la finance qui est en position de force et non pas la politique.

La classe moyenne occidentale pourra-t-elle survivre à la crise de 2008 ? Tout dépendra du débat de société autour des conséquences sociales de la crise. Autrement dit, qui doit payer la dette et l'encadrement du système financier.

La Turquie et le Maroc, deux partenaires en harmonie

Quittant ses fonctions le 18 août 2012, Mohamed Benabdeljalil, consul général du Maroc à Istanbul, a accepté de recevoir Aujourd'hui la Turquie pour faire le point sur quatre années de relations turco-marocaines, et évoquer le futur de cette amitié.



Mohamed Benabdeljalil

Mohammed Benabdeljalil, vous avez été le premier consul du Maroc à Istanbul et vous quittez, prochainement, votre poste. Que retiendrez-vous de cette mission à Istanbul ?

D'un point de vue personnel, ça a été une expérience exceptionnelle. Je suis arrivé en janvier 2009 avec deux valises et pour mission de chercher les bureaux et la résidence du consulat. Ça a véritablement été un travail de longue haleine. Mais je suis fier du résultat car nous avons un très beau consulat, que nous avons officiellement ouvert le 1er septembre 2009.

Le consulat s'occupe d'une petite communauté de ressortissants marocains. A l'échelle de la Turquie, il doit y avoir mille Marocains, dont la majorité vit à Istanbul. 400 personnes ont fait appel au consulat depuis l'ouverture. Ce sont surtout des étudiants qui viennent en Turquie, et qui y restent moins de deux ans.

Cependant, ce consulat a la particularité de couvrir également l'ensemble de l'ouest de la Turquie. L'ambassade d'Ankara, qui dispose d'un service consulaire, couvre l'est de la Turquie. La situation de notre consulat est assez particulière, puisque nous avons à gérer les frontières bulgares, grecques et les vingt provinces dont nous sommes responsables...

Vous quittez votre poste très prochainement, comment va s'organiser la suite de votre carrière ?

Bien évidemment, mon successeur, Mohammed Sbihi, est déjà nommé et il entrera en fonction le 1er septembre prochain. Moi, je partirai à New-York pour devenir consul général du Maroc aux Etats-Unis. C'est un poste très différent, sûrement beaucoup plus dur : le poste est établi, connu, et la communauté marocaine, qui est sous la responsabilité du consulat, est beaucoup plus importante qu'en Turquie (NDLR : 12000 ressortissants aux Etats-Unis).

Il n'y a qu'un seul consulat du Maroc

pour tout le territoire des Etats-Unis. Nous avons donc le projet d'ouvrir un consulat sur la côte Ouest ou en Floride. Nous avons aussi commencé à mettre en place des consulats mobiles : des agents du consulat se déplacent périodiquement à travers le territoire américain. Ils annoncent au préalable leur arrivée aux ressortissants marocains qui se trouvent dans les zones visées et accomplissent donc le travail consulaire de manière délocalisée.

Que pouvez-vous nous dire des liens politiques entre la Turquie et le Maroc ?

Les relations politiques entre le Maroc et la Turquie ont toujours été très bonnes, même excellentes. Nos points de vue convergent très souvent en ce qui concerne les questions régionales et internationales. Les deux pays organisent assez régulièrement des concertations entre décideurs. Chacun est pour l'autre un interlocuteur important.

Et ce malgré les changements des responsables politiques ?

Oui. Bien sûr le Maroc, comme vous le savez, a connu d'importants changements : Sa Majesté le Roi, au lendemain des problèmes dans les différents pays arabes, a initié un changement de la Constitution en le soumettant à un référendum auquel tous les membres du pays ont participé. Cette nouvelle Constitution reconnaît le Premier Ministre comme chef du gouvernement. A la suite du changement de Constitution, il y a eu des élections législatives, la démocratie a été respectée et le PJD, Parti de la Justice et du Développement, est devenu le parti majoritaire. Vous l'aurez noté, PJD est la traduction littérale de l'AKP.

Mais les relations entre les deux pays ont toujours été très bonnes, et ce malgré les changements de majorité. Par exemple, la Turquie a récemment décidé de supprimer les visas pour certains pays : c'est un privilège dont bénéficiait le Maroc depuis bien longtemps ! Il ne s'agit donc pas d'une question de gouvernement.

Êtes-vous totalement en accord avec les décisions politiques prises par le gouvernement Erdoğan ?

Oui, absolument. Le gouvernement actuel fait un excellent travail : sur le plan économique, la Turquie vit un essor exceptionnel au regard de la situation critique qui est celle du reste du monde, et plus spécifiquement de l'Europe. La Turquie reste un pays très fort, qui a su développer certains aspects très positifs : la démocratie, la sécurité, le tourisme... Je pense qu'on ne peut demander à un gouvernement de faire mieux. Quand on voit la manière dont est géré le pays depuis neuf ou dix ans, je pense que les Turcs ont de quoi être fiers de leur gouvernement. Après, économie et politique vont de pair. L'essor économique a aussi facilité la gestion politique.

A ce propos, comment fonctionnent les échanges économiques entre la Turquie et le Maroc ?

Il s'agit du même principe. Il faut en premier lieu savoir que ces relations sont régies par un accord de libre-échange entre les deux pays qui a été signé à Ankara le 7 avril 2004 et est entré en vigueur le 1er janvier 2006.

Par conséquent, la présence turque est très marquée dans le secteur économique marocain : nous avons la société turque Makyol, spécialiste des travaux publics, qui s'y est implantée. Elle a par exemple gagné l'appel d'offre pour élargir l'autoroute entre Casablanca et Rabat. La société Tekfen, spécialisée dans le domaine des raffineries de pétrole, joue un rôle important avec la SAMIR (société anonyme marocaine de l'industrie du raffinage) et l'OCP (office chérifien des phosphates). La chaîne de supermarchés BIM s'est aussi élargie au Maroc : dans le courant des années 2000, ils y ont ouvert 73 magasins et ont pour projet d'en ouvrir 50 autres pour bientôt. Concernant les PME (petites et moyennes entreprises), beaucoup d'entreprises turques s'installent au Maroc, dans des domaines aussi variés que l'énergie solaire, l'électroménager... Je tiens tout de même à souligner que, même si il y a beaucoup d'échanges entre les deux pays, la balance des paiements reste toujours – pour le moment – en faveur de la Turquie. On essaie, à travers ces investissements turcs au Maroc, et à travers les sociétés, d'encourager les exportations du Maroc vers la Turquie.

Et plus généralement, quelle est la perception de la Turquie par les pays arabes ? Chaque pays a-t-il une vision différente de la Turquie ?

Je ne pense pas. Il suffit de se promener à Istiklal qui, même pendant le Ramadan, déborde de touristes -qui pour beaucoup viennent du Moyen-Orient. D'autre part, je pense que le

gouvernement actuel s'est vraiment ouvert sur l'Afrique et l'Asie. La Turquie aujourd'hui rayonne économiquement dans ces pays-là, ce qui lui permet d'avoir d'excellents rapports politiques avec ses voisins méditerranéens. Comme je vous l'ai déjà dit, il n'y a pas de politique sans économie, et, par exemple, la Turquie est de plus en plus présente dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique. Depuis mon arrivée en 2009, le gouvernement turc a ouvert plus de 35 ambassades dans les pays africains, véritables plates-formes de lancement économique. Ce sont des marchés potentiels pour les produits turcs.

Que pensez-vous de l'action dans le domaine de la politique extérieure de la Turquie ? Comment jugez-vous son engagement concernant la question syrienne ?

Le gouvernement turc, depuis qu'il est au pouvoir, a toujours cherché, avec M. Davutoğlu, à privilégier une politique de bon voisinage, ce qui est très bien pour l'essor de la région. Ces dernières années, elle a pris une grande importance, tant sur la scène régionale que mondiale, car elle devient arbitre et se doit de prendre certaines positions.

En ce qui concerne le problème de la Syrie, nous sommes tous concernés : le Maroc partage le même point de vue que la Turquie, sur cette question. La Turquie, étant aux portes de la Syrie, a à souffrir des problèmes qui se passent en Syrie.

* Propos recueillis par Pierre Emmerly

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com

Sophistication des opérations.

TAV Airports sert des millions de passagers et des milliers d'avions dans douze aéroports sur trois continents. Fort de son savoir-faire approfondi, TAV se concentre sur les moindres détails des opérations aéroportuaires afin de fournir le service parfait.

AEROPORT ISTANBUL ATATURK • AEROPORT ANKARA ESENBOGA • AEROPORT IZMIR ADNAN MENDERES
AEROPORT ANTALYA GAZIPASA • AEROPORT DE TBILISSI • AEROPORT DE BATUMU • AEROPORT ENFIDHA-HAMMAMET
AEROPORT MONASTIR HABIB BOURGUIBA • AEROPORT SKOPJE ALEXANDRE LE GRAND
AEROPORT OHRID ST. PAUL L'APOTRE • AEROPORT DE MEDINE • AEROPORT DE RIGA

www.tavairports.com

TAV
Airports
Live, Smile and Fly!



Ozan Akyürek

Avocat au
Barreau de Paris
oakyurek@jonesday.com

L'évolution du rôle du Président de la République dans le temps

Le 6 mai dernier, la France découvrait le nom du septième Président de la Vème république.

Après François Mitterrand, François Hollande est donc le second président socialiste de la Vème République.

La passation de pouvoirs entre l'ancien Président et le nouveau ne devrait pas changer fondamentalement le paysage français et le rôle dévolu au Président de la République sous la Constitution du 4 octobre 1958.

Rappelons qu'aux termes de l'article 5 de la Constitution du 4 octobre 1958, « le Président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités. » Le rôle du Président de la République a considérablement évolué au cours des années. Depuis 1873, les présidents de la République en France étaient élus pour 7 ans. Ce n'est qu'en 2000 que les Français ont ratifié par référendum la réduction du mandat présidentiel de 7 à 5 ans.

Sa légitimité s'est vue renforcée au cours des décennies puisque sous la IVème République, le Président était élu au suffrage restreint et indirect par les seuls députés et sénateurs. Depuis la révision constitutionnelle voulue par le Général de Gaulle et ratifiée par référendum en 1962, le Président de la République est élu au suffrage universel direct.

Il va sans dire que les pouvoirs du Président de la République se sont éga-

lement considérablement renforcés sous la Vème république. Le Président a ainsi retrouvé le droit de grâce et est désormais le « garant de l'indépendance nationale ». Il nomme et met fin aux fonctions du Premier ministre et des ministres. Il peut également dissoudre l'Assemblée comme l'ont fait en leur temps de Gaulle en 1962 et en 1968, Mitterrand en 1981 et 1988, et Chirac en 1997.

Le Président de la République peut également s'adresser au pays et soumettre tout projet de loi à référendum comme l'a fait par exemple le président Chirac en 2000 pour la réduction du mandat présidentiel. L'article 16 peut même lui conférer les pleins pouvoirs. Il faut tout de même préciser que la fonction présidentielle a connu une période d'affaiblissement entre 1986 et 2002. Cette situation nouvelle est due à la succession rapprochée de trois cohabitations qui ont mis en opposition majorité présidentielle et majorité parlementaire.

Que ce soit Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy ou même le tout nouveau François Hollande, chacun a su apporter sa « touche présidentielle ». Le président Chirac était connu pour sa médiatisation internationale et ses bains de foule. Nicolas Sarkozy préférerait lui opter pour une hyper communication avec une utilisation des médias à outrance et sur tous les supports.

François Hollande, par contre, a placé le début de sa présidence sous le signe de la normalité. Une façon à lui de trancher avec son prédécesseur.



Ertuğrul Ünlüsü

Lycée Français Saint Benoît
Professeur d'éducation physique
ertugrulunlusu@gmail.com

Kırkpınar et Jeux Olympiques

Question: Qu'auriez-vous préféré être? Un champion mondial ou un champion olympique? Moi, j'aurais aimé être un champion olympique.

L'histoire de la Grèce Antique est connue pour ses guerres entre les différentes cités qui la composaient. Cependant ces guerres, quelles que soient les circonstances, prenaient fin lors des Olympiades et lors des vendanges. A la fin des compétitions, les guerres reprenaient là où elles s'étaient arrêtées. Question de principe.

Comme la plupart d'entre vous, j'ai moi aussi regardé l'ouverture des Jeux ce 27 juillet 2012. En un mot, c'était parfait. C'est la première fois que le monde assiste à une telle cérémonie d'ouverture. L'équipe qui a préparé cette soirée l'a fait avec tout son cœur et toutes ses forces. Il faudrait les remercier plus d'une fois. Principalement, les jeunes qui ont allumé la flamme olympique ont transmis un merveilleux message au monde. Moi aussi je me suis demandé qui allait allumer la flamme. De plus, les

Anglais n'ont pas beaucoup dépensé pour la cérémonie d'ouverture. Pour l'ouverture des JO de Pékin, 60 millions d'euros ont été déboursés tandis que celle de Londres n'a coûté en comparaison « que » 26 millions d'euros. Subsiste toutefois un souci : les tribunes n'étaient pas remplies.

Mon dernier mot concernant les Jeux sera adressé aux équipes nationales turques. Des équipes érigées au rang d'idoles, les « Sultanes des Filets », les « Fées du Poteau », mais nos sportifs nationaux n'ont pas encore à ce jour (3 août 2012) remporté de médaille. Le nageur Derya Büyükuncu a 37 ans et il participe aux Jeux pour la 6ème fois. Ce n'est pas la faute de Derya mais bien celle de ses dirigeants et de son entraîneur. Le fait de ne pas former d'autres jeunes sportifs depuis illustre bien les lacunes de la formation turque. Tout comme l'affaire des matchs truqués qui a récemment éclaboussé le football turc n'en est qu'une autre manifestation. Lorsque les Jeux prendront fin, j'aimerais rédiger un article au sujet des équipes nationales turques des JO.

Le mois passé, dans les journaux nationaux, vous avez sûrement lu ou vu les informations concernant la 651ème édition du Festival de lutte à l'huile de Kırkpınar. Une chaîne de TV a même diffusé la finale en direct.

C'est la 651ème fois que ce festival est organisé. D'après mes recherches, après les Olympiades, il n'y a aucune autre organisation sportive aussi profondément ancrée dans l'histoire et la tradition.

Chez les Turcs, la lutte est connue pour être un sport ancestral. Les jours importants (mariage, naissance ou au retour d'une grande guerre), on envoyait des invitations, on organisait de grands festins, des jeux de tir à l'arc ou de lancers du javelot, tandis que les héros s'affrontaient. On honorait les vainqueurs avec de grandes récompenses. Les jeunes, pour se préparer à la prochaine guerre, s'entraînaient en pratiquant la lutte. Les riches et les seigneurs organisaient aussi de telles festivités à la fin des vendanges et des moissons. Ils en avaient fait une tradition.

L'histoire de la lutte remonte à 5000 ans, c'est-à-dire bien avant les débuts de l'épopée ottomane et précède même les empires gréco-romains. Des recherches archéologiques ont montré que la lutte était notamment pratiquée dans l'Égypte Ancienne, en Assyrie et en Phénicie. On retrouve souvent des scènes de lutte sur les coupes et les des-sins muraux.

Il existe d'ailleurs une légende ottomane sur les origines de la lutte à l'huile turque.

En 1342, alors que le 2è Sultan Ottoman Orah Gazi s'appretait à mettre la main sur la Roumélie, son plus grand fils, Suleyman Pasha, accompagné de 40 soldats, lança son attaque sur Domuzhisar (appartenant aux

Byzantins) et s'en empara. Après que les autres forts eurent été conquis, les 40 soldats se retirèrent et firent une pause à Samona, dans l'actuelle Grèce. Durant cette pause, pour s'amuser et s'entretenir, ces Akinci (les pilliers) pratiquèrent la lutte entre eux. Parmi eux se trouvaient Ali et Selim, qui finirent leur confrontation sur une égalité. Bien plus tard, le jour du Hidrellez (1er jour du printemps dans le calendrier pré-islamique ; il s'agit du 6 mai), ce même duo s'affronta à nouveau à Ahikoy, prairie proche de Edirne. Bien qu'ils luttèrent toute la journée et toute la nuit à la lueur des bougies et des flambeaux, encore une fois aucun ne parvint à l'emporter. A bout de souffle, les deux jeunes finirent même par mourir. Ce fut une situation tragique. On dit qu'une rivière est née à l'endroit même où les deux lutteurs téméraires furent enterrés. Ce lieu se situe à l'endroit que l'on nomme aujourd'hui Kırkpınar (littéralement, 40 sources). Même si c'est une légende, je trouve cela touchant.

Le 3ème Sultan ottoman Murat I, après avoir conquis Edirne, créa une école de lutte à Kırkpınar. Depuis, tous les 3 derniers jours du mois de juin se déroulent les traditionnelles luttes à l'huile. Ces dernières se déroulent selon un rituel bien précis.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet
www.aujourdhuiturquie.com

Le Festival d'Anatolie

Du 28 au 30 septembre, pour la 1ère fois en France, découvrez le Festival d'Anatolie au Parc des Expositions de Villepinte, comme « carrefour culturel, mais lieu d'échange commercial ». Plus de 100 000 visiteurs sont attendus dans une atmosphère « aux couleurs de la Turquie » www.festivaldanatolie.com



Bulletin d'abonnement

12 numeros :

50 € Turquie 30 € France 70 € Europe

Version PDF : 50 €

Envoyez un mail : altinfos@gmail.com

Pegasus développe le réseau de ses vols internationaux

Dès octobre, Pegasus servira la ville de Batum en Géorgie et une troisième destination en Ukraine : Lviv, après Kharkiv et Donetsk.



La durée de détention sans jugement en Turquie pointée par la Cour européenne des Droits de l'Homme

(Suite de la page 1)

La 2^{ème} liste, a été rejetée de nouveau car deux candidats n'avaient pas le niveau requis. On ne peut pas « pousser » un seul candidat : les trois candidats doivent avoir le même niveau sinon cela apparaît comme un choix du pays et non pas de l'Assemblée de la CEDH.

J'ai présenté ma candidature et je peux dire que mon entourage y a joué un rôle déterminant. C'est le ministère des Affaires étrangères qui gère toute la procédure.

Tous les candidats passent une entrevue devant une commission composée d'une quinzaine de parlementaires à Paris. La décision de cette dernière est généralement suivie par les parlementaires.

C'est un travail à plein temps et qui exige de vivre à Strasbourg tout au long de votre mission, c'est à dire 9 ans.

Combien de femmes y a-t-il au sein de la CEDH ? Et que pouvez-vous nous dire de la représentation féminine au sein de cette institution ?

Nous sommes 19 femmes sur 47 juges après les dernières élections à la CEDH. Ce qui très bien car la représentation des femmes dans la profession est insuffisante. Etre juge est un métier d'homme. Maintenant, il y a des femmes juges et on ne sait pas comment présenter une femme juge. Devons-nous dire Madame le ou Madame la juge ? Personnellement je préfère qu'on me dise Madame « la » Juge car je suis une femme, j'ai besoin de me distinguer. La diplomatie était également un métier d'homme avant. L'ambassadrice est la femme d'ambassadeur et non pas l'incarnation du métier. Des métiers d'homme sont devenus, heureusement, des métiers de femme.

En quoi l'apport de femmes enrichit-il l'institution ?

Nous avons des affaires qui touchent les questions familiales comme la garde ou l'enlèvement des enfants. Beaucoup de jugements portent sur la Convention de la Haye qu'applique la Cour (article 8) et sont des affaires sur la vie familiale. Les femmes ont plus de sensibilité là-dessus. Les hommes ne sont pas insensibles, mais ont peut-être une approche un peu plus différente. Et puis les femmes apportent plus de couleurs au travail et ne portent pas toujours des costumes sombres. On porte du rose, du rouge... (rire).

Pouvez-vous nous parler de votre fonction au sein de la CEDH ?

Je travaille depuis quatre ans à la Cour et je suis toujours dans la 2^{ème} section présidée par une femme belge. Je suis avec la Lituanie, la Belgique, le Portugal, Serbie, Hongrie... Il y a 9 juges par section-dont deux suppléants. On fait la distribution des Etats selon la géographie, le système juridique et selon les affaires : de petits pays comme Monaco, l'Andorre, les Açores n'ont pas beaucoup d'affaires, à l'inverse de la Russie, la Roumanie, la Turquie et la France en 2011.



Işıl Karakaş

Je m'occupe de toutes les affaires concernant la Turquie au titre de « juge national ».

Le juge national a l'avantage de bien connaître le système juridique de son pays. Il aura alors pour mission d'expliquer aux autres juges le droit, la législation, les lois et la situation, c'est-à-dire la sociologie (rapports homme/femme par exemple). Le jugement ne peut pas porter uniquement sur le droit. Ce n'est pas mathématique. C'est plus qu'un simple article à interpréter : il faut prendre en considération le contexte, le climat politique de chaque pays.

Par exemple le mariage religieux en Turquie. Les questions peuvent porter sur la procédure, le droit pénal, la possibilité de faire un recours contre la décision...

Qu'apporte CEDH, en quoi est-ce un plus ?

Les arrêts de la CEDH constituent la jurisprudence qui permet de faire évoluer la législation des pays. C'est très important. La Cour une institution très prestigieuse et très influente sur les systèmes juridiques. Aussi, elle est victime de son propre succès, elle croule sous les dossiers. Exemple : en Turquie, il n'y avait pas le droit concernant la présence de l'avocat durant la garde à vue, ce qui est considéré comme viol des droits de l'homme et du droit au procès équitable. Un arrêt dans ce sens a été rendu par la Cour (modification de la Constitution en 2004). En France, il y avait le même problème, issu du Code de procédure pénale : l'avocat pouvait voir l'accusé en garde à vue mais n'avait pas accès au dossier. Les avocats ont réagi, ont saisi l'affaire, sont arrivés à la Cour de Cassation qui a jugé qu'il fallait appliquer la jurisprudence de la Cour, ce qui a entraîné un changement de la procédure pénale. Une fois que la Cour prend une décision, vous devez faire le nécessaire car l'arrêt peut être invoqué.

Actuellement combien y a-t-il d'affaires en cours devant la CEDH concernant la Turquie ?

19 000 dossiers sur la Turquie pour l'instant. Le délai est problématique : il y a beaucoup de requêtes. D'où la création du recours individuel à la Cour constitutionnelle suite à l'épuisement des voies de recours internes. On verra si ça marche. C'est une solution pour la Turquie. Le concept de la CEDH s'appuie sur le prin-

cipe de la subsidiarité. Il faut deux conditions pour faire une requête : d'une part la date de la dernière décision doit remonter à moins de six mois, et d'autre part l'épuisement des voies de recours internes. La Russie est championne avec 45 000 requêtes.

De quels types de requêtes s'agit-il dans le cas de la Turquie ?

La plupart des requêtes dans les années 1990 concernaient, pour la Turquie, les mauvais traitements, la torture et le droit à la vie. Heureusement, c'est fini dans ce domaine. Maintenant, les requêtes portent sur le procès équitable (article 6) et la longueur de la procédure. En Turquie, comme en Italie, les procès durent des années, ce qui est un viol au droit à un procès équitable, d'autant plus si on est en prison. On ne peut attendre indéfiniment. C'est une pure violation de la Convention.

Actuellement en Turquie, il y a un certain nombre de personnes qui sont détenues sans jugement. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

C'est une violation de l'article 5 et de l'équité de la procédure. Rappelons que la détention n'est pas une obligation mais une exception : la procédure doit être suivie – sauf raisons exceptionnelles, valables et bien fondées.

Dans beaucoup d'affaires en Turquie, la violation de l'article 5 sur la détention est récurrente mais la détention abusive est, semble-t-il pour les juges turcs, valable.

Combien de requêtes sur le délai de détention sans jugement en Turquie ?

Impossible de compter. L'article 5 est le gros problème de la Turquie avec l'équité du procès et la détention. L'autre problème est la question de propriété, c'est-à-dire, l'expropriation de facto. La question des minorités est terminée.

La Turquie est la championne de la violation du droit à la liberté d'expression (492 depuis 1987 à nos jours, près de 600 pour la durée de détention). Il y a de grandes différences avec d'autres pays : celui qui nous suit de près est la France avec 50 violations. Donc comme vous voyez il y a une grande disparité avec les autres pays du Conseil de l'Europe.

La question de la liberté d'expression est un point essentiel de toutes les démocraties et est une valeur fondamentale en



Dr. Hüseyin Latif

Directeur de la publication

Un journaliste de première classe

(Suite de la page 1)

Avant même d'avoir terminé ses études, il avait débuté sa carrière journalistique à *Gazete Izmir*. Durant toute sa carrière jalonnée de succès, il a travaillé au journal *Milliyet* et à *Cumhuriyet*.

En 1993, il est devenu correspondant d'Ankara pour le journal le plus sérieux de Turquie, *Cumhuriyet*. Il a été élu membre du Conseil de Presse, et membre du conseil d'administration de la fondation. Il est l'auteur de 26 livres publiés.

Lors de sa déposition au procès Ergenekon, le plus important témoin, l'ancien chef d'Etat-Major retraité, le Général Hilmi Özkök, l'a qualifié de « journaliste de première classe ».



Tuncay Özkan

Mustafa Balbay

Ce « journaliste de première classe », mon ami d'université, mon confrère, le député d'Izmir Mustafa Balbay, est détenu à Silivri depuis le 6 mars 2009.

Et il y en a bien d'autres encore. Tuncay Özkan, par exemple... Il est emprisonné depuis le 23 septembre 2008.

Il est impératif que ces journalistes comparaissent libres à leur procès. Qu'ils puissent poursuivre leurs activités journalistiques pendant la procédure. Qu'ils puissent subvenir aux besoins sociaux et économiques de leur famille.

Europe. Chez nous, c'est plutôt la liberté individuelle qui est menacée. Et celle-ci concerne surtout les journalistes.

Pour la Turquie on parle d'un processus de démocratisation du pays. N'y a-t-il pas une contradiction avec ce que vous venez de dire ?

Il existe toujours des lois très restrictives sur les libertés d'expression, même avec le processus de démocratisation et la perspective d'entrer dans l'Union Européenne. Mais on ne peut pas dire que dans le cadre de la liberté de l'expression il y ait des avancées.

* Propos recueillis par Dr. Hüseyin Latif et Dr. Mireille Sadège

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com



Prof. Dr. Haydar Çakmak

Université de Gazi
Directeur du Département
des Relations Internationales

Les dimensions du problème kurde

Les Anglais depuis le XIX^{ème} siècle, les Russes, les Israéliens et les Américains depuis le XX^{ème} siècle, ont toujours, pour leurs propres intérêts, utilisés les Kurdes qui vivent au Moyen Orient contre le pays où ils vivent. Et cela se poursuit en cette aube du XXI^{ème} siècle. Dans l'ordre mondial de l'après-guerre froide, les puissants pays impérialistes continuent d'agir pour leurs propres intérêts, et Barzani a œuvré à tirer profit de ce désordre. Ce comportement dérange les pays qui ont des citoyens d'origine kurde, principalement la Turquie. Alors que les Etats-Unis, l'Angleterre et Israël agissent de concert au Moyen Orient, la Fédération de Russie et la Chine agissent selon leurs propres intérêts nationaux, et malgré le chevauchement des intérêts, évitent de donner l'impression de former un même bloc. Dans l'histoire, les Kurdes, en tant que Nation, n'ont jamais montré la capacité de se créer des opportunités pour eux-mêmes. Ils ont seulement essayé de profiter des occasions qui se présentaient au gré d'autres forces et événements. Comme les exigences et les besoins des Kurdes n'ont pas pu rencontrer la faveur de ces opportunités survenant pour d'autres fins et d'autres raisons, les avantages obtenus à cette occasion ont toujours été éphémères, et pour la plupart, ont été payés très cher.

Actuellement excités par la perspective de nouvelles aventures, les Kurdes ont commencé à s'agiter de toutes parts. Ces agissements ont une caractéristique commune et incontournable : comme n'avoir ni plan, ni vision de l'avenir ; ne pas évaluer convenablement la situation ; ne pas pouvoir dissimuler ses sentiments ; déclencher facilement les hostilités ; ne pas éprouver de honte, mais par contre avoir peur ; ne pas prévoir ce qui va leur arriver et être opportuniste au plus haut point. Nous avons déjà expliqué ces questions dans un précédent article intitulé « L'impasse kurde ». Quelle est la différence entre la famille Barzani et celles de Saddam Hussein, de Kadhafi, de Moubarak et de El Assad ? Il n'y a aucune différence sur le plan de la gestion et de la mentalité. En tout cas, personne ne dira que Barzani est démocrate et que les autres ne le sont pas. Barzani dirige les Kurdes au Moyen Orient. Dans cette région, en 1979, les Kurdes ont soutenu la révolution des mollahs en Iran ; en 2003, ils ont apporté leur aide à l'intervention américaine en Irak ; en Turquie, ils soutiennent l'AKP et maintenant, ils aident à renverser El Assad. Sous la direction de Barzani, ils ont formé un groupement séparatiste kurde dans le nord de la Syrie. Cette politique n'est pas très différen-

te de l'entrée de Saddam au Koweït. Pour rendre innocentes et sympathiques ces politiques, les Kurdes ont commencé à dire qu'ils ne voulaient pas le séparatisme, mais seulement l'autonomie. Les Kurdes, qui n'ont jamais réussi à fonder un Etat dans la région depuis des siècles, tentent de fonder un Etat dans ce chaos, à l'insu de tous.

Le peuple kurde mérite mieux que ces dirigeants. Ces leaders kurdes féodaux et hors du temps, ont toujours utilisé en mal l'amour de la liberté, le temps, l'énergie, la vie et les biens du peuple kurde. Tant que les leaders kurdes continueront à faire de la soustraction pour les pays impérialistes, les peuples kurdes de la région, déjà bien appauvris, continueront à payer. Les dirigeants kurdes ne le comprennent pas : les pays impérialistes n'ont pas besoin d'ajouter un nouveau pays islamique aux 57 qui existent déjà dans le monde. Il leur est plus facile d'utiliser les Kurdes sans Etat. Créer et maintenir un Etat kurde est une tâche coûteuse et difficile, et ils n'ont aucun intérêt à envisager de le faire. Le pays qui prendra l'initiative de créer un Etat kurde aura contre lui les Turcs, les Perses et les Arabes, et les pays impérialistes ne prendront pas ce risque. Même les Américains ne pourraient faire subsister un Kur-

distan, un nouveau Bangladesh sans ouverture sur la mer, sans industrie, sans potentiel touristique, pauvre en ressources agricoles et minières, fondé sur des terres montagneuses et arides et entouré de pays hostiles. Tenant compte de ces réalités, il serait plus avisé et plus humain de suivre des politiques qui assureront aux Kurdes et aux peuples de la région une vie heureuse et prospère.

Quelles que soient les instances qui dirigent l'Etat turc, en une décennie au pouvoir, l'AKP les a façonnées à son image : le MİT, le YÖK, les universités, les forces armées, le Tribunal constitutionnel et tous les organes judiciaires. Le pays s'est enfermé dans le silence, et malgré le risque de détérioration de l'intégrité du pays, ni les syndicats, ni les mouvements d'étudiants, ni les ONG ne réagissent. Ne pas écouter les voix divergentes nuit beaucoup au pays, et le meilleur exemple en est une certaine politique étrangère des petits copains. Il y a 20 ans, l'Etat turc a menacé le père Assad et a fait sortir le PKK de Syrie ; maintenant, à cause de ces politiques soi-disant nationales, le PKK est retourné en Syrie, soutenu par l'étranger. Nous avons perdu la confiance du peuple syrien, mais Dieu punira les responsables, Inch'allah.



Dr. Olivier Buirette

Historien

La crise institutionnelle roumaine inquiète l'Europe

Eté 2012, une fois encore l'Europe centrale et balkanique revient sous les projecteurs de l'actualité. Après des mois de polémiques autour des réformes très réactionnaires en Hongrie du gouvernement de Viktor Orban, c'est au tour de la Roumanie de défrayer la chronique. La crise oppose une majorité parlementaire de gauche emmenée par le Premier ministre Victor Ponta (Union sociale-libérale, USL), face au chef de l'exécutif, le Président Traian Basescu, classé au centre droit et dans son second mandat à la tête du pays depuis 2009.

Dès juin 2012, la crise commence avec un isolement progressif des proches du Président par son Premier ministre. En juillet, la gauche fait révoquer les deux présidents des deux chambres. Face aux protestations internationales, notamment de l'UE et des Etats-Unis, dès le 6 juillet 2012 le Parlement vote la suspension du Président Basescu par 256 voix pour contre 114. Un référendum est alors prévu pour le 29 juillet afin que les citoyens du pays entérinent cette décision sachant que le taux de participation pour que le vote soit validé devra dépasser les 50 %, cette close étant imposée par l'Union européenne.

Près de 87 % des votants se prononcent pour la destitution, mais avec seulement 44 % de participation, le camp de Basescu ayant clairement appelé au boycott.

Dans l'attente du verdict définitif de la Cour constitutionnelle qui tranchera sur la validité du référendum le 31 août prochain, le Président a repris ses fonctions. Par-delà à ce qui ressemble à une crise de cohabitation entre deux représentants de l'exécutif divisés sur les politiques à tenir, nous pouvons aussi voir là une réaction d'humeur d'une partie de l'opinion publique et de la classe politique en Roumanie. Si nous opérons un bref retour en arrière, nous ne devons pas oublier que la Roumanie et les autres pays de la région en adhérant à l'UE, en attendaient énormément notamment dans le domaine du « mieux vivre économique. » Hélas, pour le dernier entrant de 2007 avec la Bulgarie, nous pouvons dire que ceux-ci ont été immédiatement confrontés à des politiques de rigueur très dures afin de surmonter les effets de la crise européenne encore en cours.

C'est par extension ce qui a mené la victoire des nationalistes et conservateurs en Hongrie, des populistes en Bulgarie

et c'est ce qui ternit le second mandat de Traian Basescu qui se heurte à l'incompréhension de sa population. Le fait que le Parlement a été perdu en Roumanie par les centristes au profit de l'USL en est évidemment un des signes.

Il ne nous appartient pas à nous de choisir entre le Président Basescu et son Premier ministre Victor Ponta, mais par contre nous ne pouvons que nous inquiéter une fois encore de voir les jeunes démocraties issues de la fin de la guerre froide se fragiliser de plus en plus face à un euroscepticisme de plus en plus grand dans les opinions publiques.

Dans le cas de la Roumanie, n'oublions pas que le Premier président de l'ère post communiste Ion Iliescu, classé comme social démocrate, avait assuré deux mandats, l'un de 1990 à 1996 puis un autre de 2000 à 2004, avec un intermède pour un président libéral qui avait échoué dans les réformes : Emil Constantinescu de 1996 à 2000.

Autrement dit la période actuelle, celle des deux mandats de Traian Basescu, figure bien une période de changements en profondeur de la société roumaine, ce qu'il est important de noter pour

comprendre le contexte de cette crise.

La gravité de cette crise roumaine est passée relativement inaperçue face à une actualité en cet été 2012 très dramatique autour de la crise de l'euro qui n'arrange rien et de la situation en Syrie. Toutefois, mentionnons qu'une pétition ensuite publiée dans le journal Le Monde, a été ouverte dès le 12 juillet dernier par des universitaires français autour de l'historienne Catherine Durandin afin d'interpeller le gouvernement français sur cette affaire.

La décision du 31 août prochain par la Cour constitutionnelle roumaine sera sans doute très observée et commentée. D'une manière comme d'une autre, il faudra souhaiter que celle-ci n'affaiblira pas encore un peu plus le poids des institutions européennes qui, en pleine crise, n'ont vraiment pas besoin de ça, surtout à la veille du referendum de l'automne 2012. La décision d'entrée ou non de la Croatie dans l'Union européenne avec tout encourt le risque d'une possible influence négative que cela pourrait avoir sur cette consultation très importante pour la poursuite ou non de l'élargissement de l'UE et par la même de sa consolidation.

Ubifrance : les nouvelles ambitions d'Eric Fajole pour le bureau turc

Après cinq ans au Brésil, Eric Fajole est actuellement à la tête du bureau turc d'Ubifrance, l'Agence française pour le développement international des entreprises. Rencontre.

Quelle est la mission d'Ubifrance ?

Notre unique rôle est de multiplier les exportations françaises et en particulier d'inciter les entreprises françaises à se développer sur le marché international, soit pour vendre leurs produits, soit pour investir. Nous réalisons dès lors un travail d'accompagnement pour les exportateurs français. Nous tâchons de leur trouver des partenaires et de les faire connaître dans le pays. Un tiers de notre activité d'accompagnement est mené de manière individuelle. Nous agissons comme un consultant privé le fait, mais avec un tarif de service public. Les deux tiers restants consistent en de l'accompagnement collectif. Par exemple, nous faisons venir des délégations commerciales ou nous montons les pavillons français dans les salons turcs.

A combien s'élève le nombre d'entreprises françaises en Turquie ?

Nous sommes en cours de recensement mais il y a autour de 450 filiales de sociétés françaises en Turquie. Ce nombre a progressé ces dernières années. En début d'année, malgré les problèmes que nous avons rencontrés dans les relations bilatérales, il y a eu de gros investissements. Il y a plus d'ouverture que de fermeture.

En quoi le marché turc vous semble-t-il potentiellement attractif pour les entreprises françaises ?

La Turquie est un pays émergent qui se place directement après les BRICs (Brésil, Russie, Inde, et Chine). Ce n'est pas la même taille mais on y retrouve la même

dynamique de population ou de consommation, avec l'importance de la classe moyenne qui porte la croissance du pays et l'arrivée de tous ces investisseurs. La Turquie connaît une importante évolution vers le luxe. Elle conserve une industrie dynamique, ce qui permet à la France de fournir des biens d'équipements, des machines etc. J'aimerais transformer le bureau d'Istanbul en pôle régional. Une concurrence amicale s'est installée entre Istanbul et Dubaï pour prendre ce rôle. Je souhaite qu'au-delà de l'Europe, ce bureau se tourne vers l'Irak, le Moyen-Orient et les pays du Caucase. Mon prédécesseur l'avait fait avec les pays du Maghreb, j'aimerais le faire avec des pays comme l'Azerbaïdjan ou le Kazakhstan. Cette idée fut au cœur d'un workshop qui a eu lieu il y a quinze jours avec la chambre de commerce franco-turque.

Quels sont les secteurs privilégiés des investissements français en Turquie ?

La France est présente en Turquie dans tous les secteurs de l'activité. Nous sommes présents dans l'industrie automobile mais aussi un nombre important d'investissements dans le domaine de la banque, de la finance et des assurances. Aujourd'hui, parmi les accompagnements que l'on fait, nous pouvons remarquer une forte demande dans le prêt-à-porter. Je pourrais parler également du secteur agricole ou agro-alimentaire, ainsi que de la grande distribution. Je dirais qu'il n'y a pas un secteur qui ne soit pas porteur en Turquie.

Quels sont les enjeux de la mission d'Ubifrance ?

Ubifrance Turquie accompagne entre 250 et 300 sociétés françaises. On pense que la Turquie est un marché finalement proche de la France, qui comprend beaucoup d'opportunités. J'ai de nouvelles priorités sectorielles dans le domaine hospitalier ou dans le milieu du bâtiment où nous connaissons un réel manque d'investissement français. Notre plus gros défi, c'est le déficit d'image de la Turquie en France. Beaucoup de sociétés n'ont pas mis la Turquie dans leur radar à l'international et ce malgré l'importance de l'économie turque en Méditerranée : l'Algérie, le Maroc et la Tunisie ont un PIB trois fois inférieur à celui de la Turquie. Je souhaite travailler sur cette image de la Turquie, montrer que c'est un marché aux portes de l'Union Européenne qui a un grand appétit pour les marques françaises. Elle est également une porte d'entrée sur des pays tels que l'Azerbaïdjan et l'Irak. Cela n'est pas vraiment pris en compte en France pour l'instant, mais on peut essayer de développer et de faire évoluer cette idée. J'ai été agréablement surpris de constater l'ouverture dont font preuve les hommes d'affaires turcs, ce qui facilite les partenariats.

Que pensez-vous de la situation économique en Turquie ? On parle de plus en plus d'une baisse de croissance, cependant maîtrisée et contrôlée, cette baisse vous inquiète-t-elle ?

J'arrive du Brésil, je peux ainsi faire la



comparaison entre les deux économies. Ce n'est pas la même échelle mais la même évolution. Cette année, le Brésil devrait connaître la même croissance que la Turquie, qui s'élèverait à 3,5%. Tous les pays émergents souffrent de la crise européenne. Cependant, des pays émergents qui ont des croissances trop fortes pendant plusieurs années connaissent un risque de surchauffe parce qu'ils n'ont pas les infrastructures ou le personnel adéquat pour suivre ce niveau de croissance. C'était le gros problème du Brésil. Et je crois que c'est le même problème ici. J'appréhende ce ralentissement de manière plutôt positive pour le pays. Un développement durable ne se fait pas sur des croissances trop fortes.

Enfin, quelles sont vos impressions sur la vie en Turquie, maintenant que vous y avez vécu déjà six mois ?

Je suis arrivé au pire moment de la crise, le jour où le Sénat a voté la loi contre le génocide arménien. Et j'ai été surpris de voir à quel point la population turque était accueillante vis-à-vis des Français. Il existe au Brésil et au Portugal une sorte de nostalgie du pays que l'on quitte, la *saludad*. Je pensais connaître cela après cinq années au Brésil. Je ne l'ai en fait pas du tout ressentie. Le peuple turc est curieux, optimiste, ouvert et communique facilement.

* Propos recueillis par Julia Collet

La BCE pourra-t-elle sauver l'euro ?

La crise semble bien installée dans la zone euro, comment évoluera-t-elle ? L'intervention de la BCE au niveau des marchés européens est jugée utile mais reste insuffisante. Et qu'en est-elle de l'efficacité des plans de austérités ? Voici les questions que nous avons posées à Laurent Baechler.

Que pensez-vous des déclarations du vice-président socialiste du Sénat, Didier Guillaume « La BCE, ne peut pas continuer à affamer les peuples, à tirer sur les Etats en difficulté ». Le recours au Fonds européen de stabilité financière (FESF) est selon lui une chimère. Il faut dire aux Allemands très clairement et à la Bundesbank : lâchez du lest, il faut que la BCE intervienne directement sur les marchés.»

Il faut, à mon avis, distinguer deux problèmes : la sortie de crise qui peut faire imploser la zone euro, et la politique de croissance européenne dans un cadre coordonné. Concernant le premier point, il ne fait aucun doute pour personne que la solution ultime et définitivement efficace pour éviter le pire serait que la BCE puisse intervenir directement sur les marchés de la dette publique pour jouer ce que l'on appelle le rôle de prêteur en dernier ressort. Cela rassurerait définitivement les marchés sur la solvabilité des Etats, et la spéculation sur les taux de la dette cesserait immédiatement. De ce point de vue, il est probablement vrai que

le recours au FESF (ou même au Mécanisme permanent de stabilité financière) est illusoire pour résoudre la crise actuelle, puisqu'il ne peut avoir la capacité de financement d'une banque centrale qui est par définition sans limite. On pourrait même aller jusqu'à dire que ce fonds est par nature non crédible puisque sa capacité de financement limitée peut faire peur aux marchés et alimenter la spéculation si la situation se tend. Un autre problème est que la capacité de soutien financier du fonds dépend de la note que lui attribuent les agences de notation, note qui dépend elle-même de la note des Etats membres du fonds. Il y a presque une contradiction logique à penser que le fonds pourra venir en aide à des Etats membres dont la situation financière se sera dégradée. Pour sortir rapidement de la situation actuelle, l'intervention de la BCE serait donc le plus efficace.

Mais ce n'est qu'un aspect du problème auquel fait face la zone euro. Personne ne peut prétendre qu'une capacité d'intervention accrue de la BCE sur les marchés de la dette publique résoudrait les problè-

mes de finances publiques des pays membres de la zone euro. Ceux qui ne veulent pas « lâcher du lest » tiennent position car ils craignent que cette solution soit la porte ouverte au laxisme budgétaire, surtout dans les pays qui ont déjà des difficultés à maîtriser leurs finances publiques. Par ailleurs, cela pourrait faire ressurgir les risques inflationnistes en cas de financement excessif de la dette publique par la création monétaire. Dans cette perspective, le problème de la zone euro n'est pas une question de capacité de financement de la dette publique, mais un problème de compétitivité des économies, de coût du travail dans les pays où les gains de productivité sont les plus faibles, etc.

D'après-vous comment va évoluer la crise de la zone euro dans les semaines, voir les prochains mois ?

On ne peut faire que des scénarii pour répondre à cette question. Dans le meilleur des cas, les Etats membres parviennent à envoyer des signaux rassurants aux marchés de la dette, et la crise peut alors rester sous contrôle. Dans le pire des cas, la spirale de la dette publique de-



vient incontrôlable dans des pays poids lourds de la zone euro comme l'Espagne et l'Italie, et le risque d'implosion de la zone euro augmente considérablement, d'autant que des partenaires comme l'Allemagne seraient beaucoup moins enclins à faire des efforts pour sauver l'euro dans ce cas de figure. Mais là n'est pas la bonne question. Le problème est de savoir comment envoyer ces signaux favorables aux marchés dans les meilleures conditions. Cela continue de faire débat, entre ceux qui pensent qu'il faut assainir les finances publiques au plus vite, notamment dans les pays les plus exposés comme la Grèce et l'Espagne- et probablement bientôt l'Italie et la France- et ceux pour qui la priorité est de se donner des marges de croissance en relançant les économies, quitte à ce que les comptes publics s'améliorent moins vite.

* Propos recueillis par Sophie Clément

Un homme au service de la langue et de la philosophie

Philosophe et écrivain turc, traducteur, enseignant, passionné de langues étrangères et de théâtre, Nami Başer est un homme qui porte la francophonie dans son cœur et qui travaille pour la promotion de la philosophie en Turquie.

Nami Başer est enseignant de philosophie à l'Université de Galatasaray et au lycée francophone Notre Dame de Sion. Son parcours débute au lycée de Galatasaray où il apprend le français, se plonge dans le monde du cinéma, du théâtre et découvre la philosophie. « C'est grâce à Pierre Dubois, prêtre et professeur à Galatasaray à l'époque, que j'ai commencé à lire des textes philosophiques. C'était un homme remarquable qui m'a transmis le goût pour la philosophie » explique Nami Başer. A la fin de ses études secondaires, ses brillants résultats [son excellence scolaire] lui permet de décrocher la bourse d'excellence Charles de Gaulle. Il part donc à Strasbourg pour y suivre des études de philosophie et de lettres. Polyvalent, le jeune Nami Başer se découvre également une passion pour le théâtre durant ses années d'études [scolaires]. Aujourd'hui, il dirige le club de théâtre de l'université de Galatasaray. Ces passions littéraires et artistiques, ajoutées à la maîtrise de plusieurs langues étrangères, caractérisent cet homme aux multiples visages.

Première passion : les langues et la lecture

Né à Mudanya, près de Bursa, Nami Başer a grandi dans une famille multiculturelle. C'est dès son plus jeune âge qu'il apprend les langues étrangères. « Ma mère est Géorgienne, mon père - Crétois. On parlait donc grec à la maison ». Son amour des livres, Nami Başer le doit à sa mère, qui lui lisait chaque jour des extraits de Ro-

binson Crusoé et d'Alice au pays des merveilles. Après avoir appris à lire à l'âge de cinq ans, le futur philosophe commence à rédiger des poèmes à l'école primaire. « J'étais un enfant gâté, je me suis toujours perçu comme un littéraire doué pour les langues étrangères » avoue-t-il. Grâce au lycée de Galatasaray, il tombe amoureux du français et de la philosophie. « Quand je suis parti en France, j'étais entouré par des professeurs qui exigeaient de connaître l'allemand, pour mieux comprendre la philosophie de Hegel et de Heidegger. Ainsi, j'ai commencé à lire en allemand » explique-t-il. La curiosité de Nami Başer, pour les films, pour l'art ou tout simplement pour la vie, le pousse à développer ses connaissances dans plusieurs langues, comme l'italien, l'espagnol, voire l'arabe. Par contre, il a toujours subi les reproches de sa famille géorgienne, puisqu'il n'a jamais réussi à apprendre cette langue, si difficile pour un Turc.

Deuxième passion : la philosophie

« A l'époque où j'étais en France, Lacan était à la mode. Inspiré par sa théorie, je me suis aussi consacré à la psychanalyse ». Ainsi, suite à la demande de la maison d'édition Sai, il consacre un livre à Lacan et sa philosophie. Actuellement, il prépare un texte sur l'homosexualité dans les ouvrages de Freud et Jung. Par ailleurs, Nami Başer est un des traducteurs les plus appréciés pour les textes philosophiques. Le pas au-delà de Maurice Blanchot et La mort du temps de Levinas figurent parmi ses travaux de traduction.

« Il y a des éditions qui s'intéressent à publier des livres de qualité, il y a beaucoup de jeunes qui y travaillent et qui font la sélection. On publie donc de plus en plus de textes philosophiques. J'ai aussi écrit des articles pour les éditions MonoKL, (maison d'édition spécialisée en philosophie, acronyme de Mono Kurgusuz Labirent). Je suis également intervenu comme traducteur lors de conférences qu'ils organisent ». Sa passion pour le théâtre l'a amené à traduire Les Nègres de Jean Genet. Toutefois, malgré son amour pour les langues, le philosophe turc avoue : « La traduction est intellectuellement très épuisante, j'ai besoin d'un peu de temps pour réaliser tous mes projets ».

Pour expliquer son amour de la philosophie, Nami Başer n'hésite pas à analyser son enfance. « Je suis conscient que je suis à moitié Crétois. On parlait grec à la maison, c'est la langue que je pratique quand je lis Platon, Héraclite. A travers la philosophie, je pratique la langue d'une façon différente. Il y a des idées et un style dans la philosophie qui m'ont plu. » poursuit-il. Aujourd'hui, toujours passionné par toutes formes de littérature, Nami Başer avoue que s'endormir sans avoir lu au moins quelques pages, pendant la journée, est impensable pour lui.

* Tsvetelina Angelova

Les projets littéraires de Nami Başer



Ecrivain, passionné par plusieurs genres littéraires et par des idéologies différentes, Nami Başer travaille actuellement sur son projet Les cahiers d'absence de la maison (Evsizlik defterleri). C'est une série d'ouvrages variés : un roman en deux parties, un recueil de poèmes, une pièce de théâtre et un texte philosophique. Il planifie de terminer sa série de cinq livres cet été. « J'appelle ce projet Beşi bir yerde, ce sont les cinq bracelets que les femmes turques portent attachés ensemble sur leur bras. Mon idée était de créer une série de cinq livres, liés thématiquement. À chaque fois que je finirai un Beşi bir yerde, je commenterai une nouvelle séquence de cinq ouvrages », explique Nami Başer.



Eren Paykal

La francophonie : un géant en sommeil ?

La Francophonie passerait-elle à l'attaque ? D'après les derniers développements survenus, et surtout à la suite du premier Forum Mondial de la Francophonie et de la 2e Rencontre Internationale de la Francophonie économique réalisés au Québec le mois de juillet dernier, on a tendance à répondre oui. Ces manifestations se sont déroulées dans un climat enthousiaste et chaleureux, enrichies il est vrai par l'excellent accueil des dirigeants québécois.

Concernant le volet économique, six recommandations ont été adoptées pour être présentées au Sommet de la Francophonie qui aura lieu à Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo au mois d'octobre prochain. Juste pour vous rappeler que celui-ci aura pour thème : « Francophonie, enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale ».

Justement A ce titre, la Francophonie peut-elle devenir un acteur principal

sur la scène internationale ? Pourrait-elle gagner un statut privilégié lui permettant de décider de l'avenir de la planète et pour ceci de créer une synergie et une union soudée en son sein dans ce but ?

Si l'on se penchait sur les statistiques, nous nous trouverions devant un tableau grandiose. En effet, l'OIF (l'Organisation Internationale de la Francophonie) rassemble 75 pays ou gouvernements (56 membres et 19 observateurs), avec près de 900 millions d'habitants répartis sur les cinq continents. Même des pays non francophones comme l'Albanie, la République de Macédoine ou l'Égypte sont membres de l'OIF. Mais comme on le dit souvent, les statistiques sont de temps en temps mensongères et cette concentration de pays ne reflète malheureusement pas une influence similaire.

La Francophonie s'est avant tout déclarée comme un contexte culturel et linguistique. Elle mène des actions

politiques et de coopération multilatérale pour donner corps à une solidarité active au bénéfice des populations de ses Etats et gouvernements membres. Elle agit dans le « respect de la diversité culturelle et linguistique et au service de la promotion de la langue française, de la paix et du développement durable » (site officiel de l'OIF). Bien qu'elle se définit aussi comme facteur du développement de ses peuples, les moyens pour aboutir à cette fin ne paraissent pas être utilisés au maximum.

Il est vrai que la Francophonie, un rêve romantique des pères fondateurs comme Léopold Sédar Senghor, Norodom Sihanouk, Jean-Marc Léger, Haman Diori et même André Malraux entre autres, visait plutôt un système culturel reposant sur le français et les institutions de celle-ci avaient été construites suivant ces bases préétablies.

De nos jours, il s'avère que les instances de la Francophonie se sont définitive-

ment aperçues de l'importance de l'économie et du commerce dans les relations et la coopération internationales. Le futur de la Francophonie aura sans doute plus besoin d'une implication économique et comme il a été recommandé durant la 2e Rencontre Internationale de la Francophonie économique, un organe officiel économique et commercial gérant les intérêts économiques de ses membres et facilitant les contacts entre le public et le privé devrait être initié en son sein.

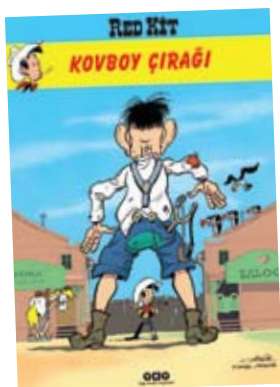
De plus, comme l'Europe est en crise ouverte, les pays de grand potentiel comme le Canada, le Viêt-Nam, la RDC ou le Maroc entre autres, devraient prendre beaucoup plus de responsabilités dans le futur de cette union, qui, avec ses bonnes intentions et son côté humain, pourrait concrètement influencer notre planète en quête de nouvelles idées pour trouver les voies pour se régénérer.

L'APPRENTI COWBOY

Les aventures d'enfance de Lucky Lucke

Voici une nouvelle aventure de Lucky Lucke, écrite et dessinée par Achdé, et éditée pour la première fois en turc dans notre pays... L'Apprenti Cowboy - Les aventures d'enfance de Lucky Lucke, parution en septembre 2012 dans toutes les librairies.

Bien avant le revolver, il a tiré pour la première fois à la fronde... Il porte une chemise jaune, un foulard rouge et un chapeau de cowboy blanc... Quand vient l'heure du bain, il fuit plus vite que son ombre... C'est un petit cowboy mignon et chanceux. Vous le reconnaîtrez à sa mèche rebelle et au brin d'herbe qu'il a à la bouche... Son nom ? Lucky Lucke. Ou plutôt, Lucky Lucke quand il était petit. Le petit garçon vit ses premières aventures du Far West, dans l'album L'Apprenti Cowboy.



L'enfance de Lucky Lucke avait déjà été conçue du vivant de Morris, au milieu des années 1990.

Deux aventures complètes de la plume de Léturgie et du pinceau de Morris et Pearce, L'Enfance de Lucky Lucke (YKY, No 51) et Oklahoma Jim (YKY, No 54) sont ainsi nées. Mais le petit Lucky Lucke, cette fois, vit ses propres aventures du pinceau et de la plume d'Achdé.

Exposition photo de Jean-Marc Arakélian avec la participation de Nathalie Ritzmann



« La création de la femme dans l'exaltation poétique de Mevlâna » du 28 août au 8 septembre 2012 Vernissage mardi 28 août à 18h Galerie de la mairie de Beyoğlu 217 Istiklal Caddesi-Beyoğlu/Istanbul Tél. 0212249 26 10

L'Orchestra'Sion et Andrei Gavrilov ouvrent la nouvelle saison culturelle du Lycée NDS

27 septembre à 19h30 | L'Orchestra'Sion | Soliste : Andrei Gavrilov



Andrei Gavrilov est un puissant virtuose hors du commun, possédant à son arc les plus grands noms des compositeurs. Fils de la pianiste arménienne Assanetta Eguiserian, il a reçu sa toute première leçon du piano à l'âge de deux ans. Né à Moscou en 1955, il entre au Moscow Central Music School six ans plus tard. Entre 1974 et 1979, Andrei Gavrilov joue aux quatre coins du monde de la musique avec près de 90 concerts par an, tout en continuant ses études à l'université. En 1976, un studio enregistre son 3^{ème} concerto de Rachmaninoff et de 1977 à 1989, il ne travaille que pour EMI. Entre 1991 et 1993, il travaille pour "Deutsche

Grammophon". En 1993, Andrei Gavrilov se retire de la scène, au sommet de sa carrière, mais selon lui, trop prisonnier de l'industrie de la musique. Loin de toute agitation pendant 8 ans, il est revenu pour la saison 2001-2002 et il s'installe en Suisse, à Lucerne.

Un nouvel album est annoncé en 2010 et son passage à Notre Dame de Sion sacre son retour. Le programme du 27 septembre présente quelques pièces admirables de l'artiste : la Pulcinella Süiti de Stravinsky, le concerto piano n°2 de Beethoven et du Mozart (Symphonie n°41 K.551).



Le Louvre célèbre les arts de l'islam

À l'heure où certains politiques se radicalisent face à l'islam, le musée du Louvre, dans sa vision universelle, se veut carrefour de civilisations pour mener à plus de compréhension, tout en soulignant l'histoire commune de l'Orient et de l'Occident.

Lancé en 2003 suite à un discours de Jacques Chirac en 2002 qui souhaitait un espace dédié aux arts de l'Islam, le projet de nouveaux espaces pour ceux-ci a pris forme en 2008 pour se terminer cette année et ouvrir ses portes à la rentrée 2012. Henri Loyrette, directeur du Louvre, veut valoriser les collections des Arts de l'Islam, réaffirmant la mission de préservation du patrimoine et de la compréhension culturelle du musée à « vocation universelle », ainsi que de rappeler l'apport incontestable des civilisations de l'Islam.

Le coût du projet frôle les 100M€ : Son Altesse Royale le Prince Alwaleed Bin Talal Bin Abdulaziz Al Saud, des entreprises françaises comme la Fondation Total et Lafarge, l'entreprise Bouygues sont parmi les mécènes.

L'État français et le musée du Louvre ont également participé, à hauteur de 30%. L'exposition, au cœur de la cour Visconti, se présente sur près de 3000 m² sur deux niveaux et est le plus grand chantier d'aménagement du musée



© photo 2011 Musée du Louvre / Olivier Ouadah

depuis la construction de la Pyramide. Les deux architectes Rudy Ricciotti et Mario Bellini ont navigué entre le néo-classicisme de la cour du XVII^e siècle et l'évocation des Arts de l'Islam.

Rudy Ricciotti et Mario Bellini ont dessiné un toit de forme ondulante, pesant 135 tonnes et qui laisse passer la lumière naturelle, un œuvre aussi spectaculaire que novateur. Le verre et le métal sont associés et placés sur huit piliers subtilement inclinés. Le toit, détaché des façades historiques, semble suspendu dans les airs, à l'instar du tapis volant que l'on retrouve dans les contes orientaux.

Le projet réunit plus de 2500 œuvres, plus celles de la collection de l'Union centrale des Arts Décoratifs, afin de couvrir toute la culture du monde de l'Islam aussi bien sur le plan géographique de l'Espagne à l'Inde qu'historique (du VII^e au XIX^e siècle).



Vitis Vinifera

Ayhan Cöner

ayhan.coner@ritz.edu

Découvrez les meilleurs vins de Suisse !

Près de 3000 vins étaient inscrits à cet «événement incontournable de l'année viticole helvétique», portant les espoirs de près de 600 producteurs venus des quatre coins de la Suisse. Fin juin, pendant les 6 jours, ce ne sont pas moins de 160 dégustateurs qui se sont relayés afin de noter ces crus à l'aveugle à Sierre. Ce concours, qui est devenu la référence de la qualité des vins suisses, permet de donner un beau panorama de la diversité viticole helvétique, soulignent ses organisateurs. Les six régions de la Suisse viticole ayant participé au concours figurent au palmarès, qui reflète la qualité et la diversité des crus de pays Suisse.

Le Valais devrait cartonner. Conformément aux règles de l'Union suisse des œnologues (USOE), seuls 30% des vins présentés peuvent être récompensés par une médaille d'or ou d'argent. La liste par catégorie des vins médaillés est rendue publique le 22 Aout. Les noms des 6 vins nominés par catégorie («Chasselas», «Müller-Thurgau», «Autres cépages blancs purs», «Assemblages blancs», «Vins rosés et blancs de noirs», «Pinot noir», «Gamay», «Merlot», «Autres cépages rouges purs», «Assemblages rouges», «Vins blancs, rouges et rosés avec suivre résiduel dès 8 g/l» et «Vins mousseux»), soit 72 au total, sont maintenant publiés et pour les producteurs concernés la tension est à son comble. Le Valais devrait, une nouvelle fois, recevoir quelques lauriers avec près de 30 vins en lice. Le canton de Vaud a réussi à placer une quinzaine de ses produits, alors que les vignerons de Neuchâtel (5) et de Genève (3) sont peu représentés cette année.

Les «Oscars» des vins suisses cet automne. En effet, les vainqueurs de chaque catégorie seront dévoilés lors du Gala des vins suisses, organisé conjointement par la revue Vinum et l'association Vinea. Cette soirée, qui constitue l'apothéose du Grand Prix du Vin Suisse aura lieu cette année, le mardi 23 octobre 2012, au Kulturcasino de Berne. Elle sera placée sous la conduite du célèbre animateur de TV suisse alémanique Sven Epiney. Notons qu'une nouvelle catégorie « vins mousseux » a été introduite cette année. Trois prix spéciaux seront également remis ce soir-là, d'abord le prix « Bio », puis le prix « Vinissimo » qui sera attribué au vin ayant obtenu la meilleure note absolue du concours. Le trophée du Meilleur Vigneron honorerà le vigneron ayant réalisé le meilleur résultat d'ensemble des 590 producteurs ayant participé au concours cette année.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com

Une soirée avec des street artistes ou le ridicule de l'alternatif

Samedi 18 août, Suadiye, Istanbul, 22h. En cette soirée de célébration de la fin du ramadan, j'obtiens un rendez-vous avec trois *street artistes* turcs. La rencontre n'a pas été aisée. Elle est le résultat d'une longue succession d'étapes préliminaires où le jeu des connaissances et des prises de contacts informelles prennent tout leur sens. Je suis introduite par une de leurs amies et mes interviewés sont au fait de l'angle d'approche de mon article. À l'arrivée dans le premier lieu de rendez-vous de la soirée, je pense, encore, pouvoir mener comme bon me semble mon interview. C'eût été être fort naïf.

Le bord de mer

Arrivés sur place on me présente S*, affublé de sa petite amie. Très respecté dans la communauté, il est le *street artiste* turc le plus reconnu de sa génération. D'emblée, il prend les rênes de la soirée. Armé d'une mini caméra, il inverse les rôles et, avec un aplomb sans égal, se met à me poser des questions. Pointant sur moi l'objectif de son appareil, il s'amuse à me faire passer un test de compétences dont il a visiblement le secret. De l'attendue « Pourquoi est-ce que le *street art* m'intéresse ? » à la plus « philosophique » « Qu'est-ce que je cherche à savoir dans la vie ? » ou encore

*Vous êtes-vous déjà demandé qui étaient derrière les graffitis, les pochoirs, les collages et les fresques qui ornent les murs d'Istanbul ? Le questionnement est fort légitime. En tant que passant, habitant, amateur d'art ou simple curieux, que l'on apprécie ou rejette cette forme d'expression, le *street art* a la faculté d'interpeller. Aujourd'hui la Turquie est allé à la rencontre de ceux qui se jouent des conventions urbaines, les *street artistes*.*

Dès lors, rien d'étonnant à ce que mes tentatives pour approfondir l'échange se soient toutes soldées par des refus nets de répondre. L'ambiance au plus bas, S* fait pourtant une proposition à première vue alléchante.

Le bar désaffecté

« Est-ce que tu veux voir un *street artiste* en action ? » propose-t-il à la fin d'un monologue dont la vacuité des propos en laisserait plus d'un circonspect. J'accepte la proposition, n'ayant encore pu, à cette heure, récolter les informations souhaitées et me rendant compte de l'impossibilité de communiquer de manière traditionnelle avec mes acolytes de soirée.

Un trajet en *dolmuş* [taxi collectif] plus tard, nous nous retrouvons sur la terrasse d'un bar désaffecté au dernier étage d'un immeuble de Beyoğlu. S* me présente son frère, Mu* qui serait, selon ses propres termes, « l'avenir du *street art* turc ». On n'en apprendra jamais plus, Mu* se terrant dans un mutisme assourdissant. Qu'en est-il de l'artiste en action ? Aux jeux des bombes de peintures que l'on m'avait promis, ils ont préféré continuer mon interrogatoire. Fort enorgueilli par un auditoire à sa botte, S* mène

son inquisition des temps modernes. Qu'importaient mes réponses, je n'avais plus, si je l'ai une seule fois eu, mon mot à dire. En maître tyrannique incontesté de la soirée, S* régnait sur notre table d'une quinzaine de personne avec un talent remarquable. De la soirée, je n'ai entendu que le son de sa voix, les autres personnes présentes devant être satisfaites par l'observation de ce spectacle. De la diatribe à l'encontre du « système » à la complainte narcissique sur la solitude et le plaisir intense relatifs à une vie d'« alternatif », S* livre sa conception de ce qu'il qualifie de *merde*, l'art et la vie. Finalement, sans doute las de s'écouter parler, il me tance avec un air de défis, « Toi qui veux connaître la vie des « alternatifs » d'Istanbul, est-ce que tu veux connaître ta meilleure expérience ici ? Alors viens avec nous ».

Le salon de tatouages

Sur le trajet de l'endroit décrit comme vecteur d'expériences inoubliables, mon intermédiaire, Y*, une jeune fille de 22 ans, sort de son sac en bandoulière une bombe de peinture noire. En une seconde, elle tag « VAR » [« disponible », ou « il y a », en turc] sur le mur d'un immeuble, sous le nez des chauffeurs de taxis et autres badauds de cette rue passante du quartier. Le résultat est indéniablement peu esthétique. La démarche ? Inconnue. À cette question, point de réponse. Ce n'est pas tant la timidité ou l'envie de garder le déclencheur de son acte pour soi mais bien plus l'absence de réflexion autour de son geste que semble caractériser son silence. On arrive au lieu dit des « alternatifs » d'Istanbul comme aime à le qualifier S*. Surprise, il s'agit d'un salon de tatouage très à la mode aux décorations soignées. On est bien loin des squats d'artistes délabrées. Sur place, une trentaine de jeunes *stambouliotes* discutent, une bière à la main. S* s'adresse à moi : « nous buvons de la bière et fumons des joints, nous sommes des alternatifs ». Réfrénant un rire nerveux, je balaie du regard ce qui m'entoure. Je peine à déceler ce qui pourrait faire de ce moment une caractéristique de la vie des vrais « alternatifs », et encore moins une expérience inoubliable. Finalement, à mes questions restées sans suite, l'observation a apporté des réponses.

D'alternatif, ils n'ont que le rejet d'un système qu'ils n'arrivent même pas à nommer. Faire une introspection, analyser les fondements de leur démarche artistique ou encore mettre des idées derrière leurs actes leur sont impossibles. Ils n'y ont tout bonnement jamais réfléchi. Ces Turcs, pour la majeure partie d'entre eux proche de la trentaine, s'opposent sans vraiment savoir à qui, ni pourquoi. La rue n'est pas leur lieu d'expression mais un lieu pour exister, pour paraître, pour faire partie d'un groupe. Ils en deviennent une caricature.

Quand bien même ces *street artistes* là ont du talent, et que la qualité technique de leurs réalisations n'a rien à envier à celle de leurs homologues européens, l'absence de profondeur et d'originalité intellectuelles leur enlève irrévocablement de leur éclat.

* Alexianne Lamy



L'appartement

Première étape d'une soirée de nomades, à l'appartement de mon intermédiaire, Y*. Je rencontre M* et G*, deux des trois *street artistes*. Chemises à carreaux, barbes proéminentes et baskets Nike sont de mises. Ils m'indiquent rapidement que l'interview ne se fera pas là. L'appartement leur sert uniquement à l'approvisionnement en weed [marijuana] pour la soirée. Chacun à leur tour, ils font leur petite affaire, et les sujets de conversations se succèdent en turc. Isolée par mon incapacité à communiquer dans leur langue, j'attends le signal d'un départ prochain. Ils ne sont visiblement pas pressés de commencer. Quelques coups de téléphone plus tard, nous nous en allons retrouver S*, le troisième pilier de mon interview, sur le boulevard Çetin Emeç.

« Quel est mon rapport à « l'énergie » ? ! », les questions me sont assénées à un rythme effréné. Dans ce genre de situation où l'attitude adoptée détermine la conduite du reste de la soirée, je préfère jouer son jeu et répondre aux multiples injonctions. Bien que chacune de mes réponses me permet de distinguer un peu plus un rictus méprisant se former au coin des lèvres de mon bourreau, je finis enfin par obtenir, en guise de « récompense », le privilège de l'écouter me clamer sa conception de la vie. « L'art ce n'est rien, rien n'est art, tout est de la merde. Je n'ai aucun message à passer, ce sont des conceptions étroites de la création artistique. Ma création est au-dessus de tout ça. Nous, les *street artists*, nous sommes des alternatifs, nous ne nous reconnaissons dans aucune communauté, nous n'avons aucun lien ».

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

PREMIUM LIFE

Designed by DİCE KAYEK

Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...

Orbites Ereğliotes



Aujourd'hui la Turquie s'est rendu à Ereğli en juillet pour le premier festival du court-métrage de la ville. Ce court séjour est l'occasion de partager avec les lecteurs les ambiances de la ville et de ses environs.

Cinq millions d'années avant J-C, la région d'Ereğli-Konya est en phase d'activité volcanique. Aux petites heures du jour, le volcan se réveille, explose, et se rendort. Un lac se forme sur les restes de son activité.

Neuf mille ans avant nous, voilà que le monstre se réveille à nouveau, explose et se rendort. Il laisse alors derrière lui une formation géologique intrigante : son cratère émerge au milieu du lac qu'il a lui-même formé lors de sa dernière extravagance. Atypique et surprenant, nous avons désormais devant nous le lac Meke.

Depuis 2005, le niveau d'eau a beaucoup baissé, jusqu'à en être quasiment asséché. La forte concentration en minéraux et en sel donne aux quelques flaques qui jalonnent le contour du cratère des reflets de fer oxydé sur un tapis de sel qui appelle à l'imaginaire de la planète Mars.

Le lac Acigöl et le village nomade

Autour, steppes arides et champs vaguement irrigués. Le bus Mercedes O302 passe devant le village nomade de Kürtül que les habitants n'occupent que quelques mois dans l'année. Maisons aux murs de terre et aux toits plats.

Le terrain est peu accidenté et la vallée s'étend largement, bordée par la rondeur des volcans à l'horizon. Apparait tout à coup le lac Acigöl, tapi à quelques dizaines de mètres sous le niveau des terres qui l'entourent. Cet oasis de fraîcheur n'amène pour autant que très peu de végétation. La terre est friable.

C'est cette friabilité qui justifie l'affaissement du lac. Sous l'effet de l'érosion, le lac Acigöl s'est progressivement caché sous le niveau du sol. Ce qui lui donne une image mystérieuse.

Derrière lui, le mont Karacadağ alimente le lac lors de la fonte de ses neiges. La pluviométrie du lieu étant très faible, les seules neiges peinent à emplir le bassin. Autour du lac, l'observation des traces d'oxydation du sol permet de suivre l'évolution de celui-ci.

Les terres alentour dont la puissance des rayons du soleil font ressortir la pâleur donnent à penser que nous avons voyagé de Mars jusqu'à la lune.

Source d'Ivriz et vergers

Au sud-est d'Ereğli, la montagne d'Aydos culmine à 3448 mètres. Ses neiges, dont certaines sont éternelles, provoquent même en été le jaillissement en contre-bas de la source d'Ivriz. La rivière endoréique d'Ivriz (dont les eaux n'atteindront pas la mer) forme ensuite un bassin d'eau devant le barrage d'Ivriz, avant de se perdre sur les terres arides de la vallée.

La source a depuis longtemps abreuvé les habitants de la région. En témoigne le bas-relief gravé dans la roche mitoyenne. Daté du VIII^{ème} siècle avant J-C et attribué aux populations Hittites, il représente le Dieu Ivriz tendant à Tuwana, Roi des hittites, une grappe de raisin et une gerbe de blé. Il met ainsi en scène l'abondance offerte par les dieux aux habitants de cette terre.

Aujourd'hui encore, c'est une source de prospérité pour la ville. Elle permet d'alimenter les nombreux vergers d'Ereğli. On y trouve toutes sortes de fruits et légumes. Ils sont si nombreux que

si on les listait tous ici, ils prendraient certainement plus de la moitié de l'article. Mais s'il est un fruit entre tous qu'il faut retenir, c'est bien la *Beyaz Kiraz* (cerise blanche), qui fait la fierté des Ereğliotes. Emblème de la ville, on la trouve à tous les coins de rue. Elle vous sera décrite comme gouteuse, charnue, légèrement acide et peu sucrée. Et il ne faut pas partir d'ici sans l'avoir goûtée.

Nous avons voyagé de la lune à l'Eden

L'imam en sa mosquée

Léger balancement du corps et du chapelet, lissage de barbe, gestuelle des larmes sous les yeux. Il récite avec force des gestes, précis, lents et appliqués ; enivre la pièce de sa voix grave. Même sans les comprendre, la profondeur de ses paroles est perceptible à travers la gestuelle travaillée du prêcheur. L'imam a fait de mon guide son captif. Ce dernier résume ses 20 minutes de psaumes : « Cette mosquée n'aurait pas pu être construite sans architecte, comment le monde aurait-il pu l'être ? ».

Nous sortons de la *Ereğli Ulu mosque* (grande mosquée d'Ereğli). Construite en 1445 par Mehmed Bey, fils d'Ibrahim Bey, cette mosquée au toit plat est construite en pierres taillées. Son minaret est sublime et impose le respect. A l'intérieur, les traditionnels tapis couvrent le sol et un deuxième étage en mezzanine est aménagé pour la prière des femmes. La toiture laisse apparaître ses poutres rondes, soutenues par neuf rangées de colonnes connectées par des arches. Nous sommes en route vers la terre.



Ambiance d'Ereğli

Vous ne viendrez pas à Ereğli pour son architecture. Principalement formée d'appartements aux allures redondantes, l'absence de vieilles pierres ne contribue pas à lui attribuer une profondeur historique. La ville d'Ereğli ne joue pas de ses charmes au premier regard. Mais à bien regarder, on trouve une ambiance de quiétude qui rompt avec l'atmosphère chargée et l'agitation des grandes métropoles. Les jardins de thé donnent envie de flâner des heures à l'ombre de la végétation. Ce n'est pas une ville touristique, et c'est certainement ce qui fait son charme. L'accueil chaleureux et spontané des habitants est particulièrement agréable.

De nombreux hommes jouent au Okey sur la terrasse, à l'abri d'un figuier, on nous invite à prendre le thé. « *Merhaba*, venez voir par ici. » Personne ne parle anglais ou français bien sûr, mais nous parvenons à nous faire comprendre par de grands gestes et les trois mots de turc appris la veille. Le vieil homme a le contact facile, le sourire des grands jours, l'attention du grand père. Il se présente grâce à une carte de commissaire qui vue d'ici à tout l'air d'une fausse. Ça n'a pas l'ombre d'une importance. Pendant ce temps les tuiles d'Okey filent sur les tables envoyées par des mains habiles et habituées. L'enjeu est de taille : le perdant de la table payera le thé pour les autres.

Nous sommes de retour sur la terre d'Ereğli.

* Texte et photos Adrien Auxen



Taşkonaklar : un havre de paix au cœur de la Cappadoce :



Niché au creux de la vallée des pigeons, l'une des plus belles de la Cappadoce, et au cœur du quartier historique de la bourgade d'Uçhisar, l'hôtel Taşkonaklar est un havre de paix. Surplombant un panorama unique, il offre une vue étourdissante sur le canyon, les cheminées de fées, les vignes et les montagnes environnantes.

A la tête de ce projet en continuelle expansion, un homme : Bülent Akarcalı. Cet ancien ministre turc-francophone de la santé et du tourisme l'a conçu dans le respect du cadre exceptionnel, de l'histoire et des traditions locales. L'hôtel a ainsi été entièrement rénové en février 2012, et l'on observe d'ores et déjà les nouveaux travaux d'extension. Car s'il jouit d'une grande proximité avec les sites les plus touristiques de la région, comme le château d'Uçhisar

(200m), la cité de Göreme (6 km) - dont le musée en plein air offre un témoignage poignant de la présence chrétienne millénaire à travers ses dizaines d'églises troglodytes aux magnifiques fresques -, ou encore de celle d'Avanos, dont la réputation pour ses poteries n'est plus à faire (15 km), Taşkonaklar Rocky Palace demeure néanmoins loin de l'agitation. « Sérénité, silence et intimité » pourrait en être la devise.

Les voyageurs peuvent ainsi profiter au calme et à leur guise de ces prodiges de la nature, à la fois géologiques et humains, depuis leur balcon, et se laisser aller à profiter d'un ciel sans nuage pour observer la Voie Lactée très dégagée ou encore le spectacle offert par ces dizaines de montgolfières s'élevant à l'aube au-dessus des cheminées de fées dans le but d'admirer

les splendides levers de soleil qui colorent les roches et les collines. Car c'est bien là l'une des plus grandes richesses de l'hôtel : chacune des dix-neuf suites, depuis la chambre « standard » à la suite royale, dispose d'un balcon à l'espace et à la vue dégagée sur les montagnes, pouvant même être privatif pour les suites Deluxe et Royale. Le sentiment d'immensité est à ce prix. Et si l'extérieur tient les promesses de ses quatre étoiles, l'intérieur parvient aussi à se hisser à la hauteur du décor naturel. La pierre taillée qui forme la structure des chambres reproduit les bienfaits des habitations troglodytiques: une fraîcheur durant les chaudes journées, et une tiédeur appréciable après une fin de soirée rafraîchie. Ce sont alors durant ces instants que l'on apprécie le confort complet de chaque chambre, dont la disposition et l'aménagement sont à chaque fois uniques. C'est aussi à cela que l'on reconnaît le raffinement de Taşkonaklar. Unique, chaque suite est également décorée avec goût, et les objets de décoration choisis avec délicatesse pour présenter au mieux l'art ottoman et de la région: à travers le mobilier, les cuivres, les textiles et même les gravures.

Mais si l'ambiance est résolument tournée vers les splendeurs traditionnelles et passées de l'Anatolie, le confort se fait aussi moderne : chaque chambre dispose là encore d'un écran LCD (avec accès au satellite), l'accès gratuit à l'Internet sans fil au Wi-fi (que nous n'avons malheureusement pas réussi à faire fonctionner) et d'une ligne téléphonique directe. Parfaitement adapté pour les réunions importantes (affaires, mariage etc..) il possède en outre de nombreuses salles pour l'occasion. Et même dans le cadre d'un séjour plus court, le personnel, aux nombreuses attributions, saura organiser vos activités et services.

Enfin, le restaurant - dont la vue offre un spectacle invraisemblable sur le canyon, les collines et les formations

rocheuses - sert un copieux petit-déjeuner au très large choix le matin, et le soir, un dîner au menu traditionnel, imposé et plus simple.

Au cœur de la Cappadoce, l'hôtel de Taşkonaklar est donc définitivement le lieu idéal pour les amoureux

de la région, à qui il offre de la hauteur sur les prodiges environnants de cette nature aux contours pittoresques, le tout pour des tarifs allant de 89 à 171€.

* Texte et photos Flore Linet



Les souvenirs sucrés de Tuz Gölü



Il nous aura fallu deux heures de voiture en partant de Cappadoce pour découvrir Tuz Gölü : le « lac salé ». Deux heures durant lesquelles, sur la route, à travers la vitre, ce sont les paysages anatoliens qui défilent. A perte de vue, on laisse glisser les champs de blé, de melons ou encore de maïs.

Un festival de couleurs, au gré des vallées, elles aussi polychromes. Seuls à intervalle régulier, des vendeurs proposent leurs récoltes pour désaltérer les voyageurs, le plus souvent des camionneurs.

Mais à mesure que le lac se rapproche, on se sent trahi par nos sens : rose et étincelante, la surface gelée du lac nous déconcerte. Il ne suffit pourtant que de continuer de rouler un peu pour qu'elle change à nouveau de couleur et devienne blanche.

A l'entrée de l'accès au lac, d'énergiques vendeurs de crèmes et lotions à base des minéraux extraits du Tuz Gölü vous exfolient la peau et lui redonnent sa douceur. Sachant cela, on comprend que la plupart des visiteurs poursuivent leur chemin, pieds nus sur le sel. Car du fait de la saison es-

tivale, les eaux du lac -déjà très peu profond- se sont d'ores et déjà évaporées, pour ne laisser que leur dépôt salé. Un dépôt d'une trentaine de centimètres d'épaisseur seulement, mais néanmoins suffisant pour produire 70% du sel consommé en Turquie ! Il faut dire que Tuz Gölü en est aussi le second plus grand lac, avec ses 80 km de long et 50 km de large. A l'horizon, rien ne vient troubler le tableau désertique qui n'autorise que deux couleurs, venant se répondre l'une à l'autre: bleue pour le ciel, blanche pour la terre. Et parfois une troisième: le rose. Celui des flamants roses qui l'ont choisi pour y établir leur colonie -la plus importante de Turquie-.

Des hommes trempent leurs pieds dans des crevasses chaudes, tandis que des familles composées de jeunes enfants y jouent au ballon et se prennent en photo - profitant de la quasi absence de perspective pour créer de curieux montages -... D'autres encore y arrivent de façon moins conventionnelle ... C'est ainsi que nous rencontrons Kitae Kang.



Ce jeune Sud-Coréen a quitté sa campagne natale il y a deux mois, pour traverser la Turquie en tracteur, avec lequel il compte bien arriver jusqu'en Chine. Un moyen de transport pour le moins original mais qui l'aide selon lui à nouer des contacts avec les autres agriculteurs orientaux. Une rencontre un peu à l'image du lieu donc: inattendu et mémorable...

* F.L.

